

COMBIEN DE TEMPS ENCORE !

21/06/2026

Cela fait des mois, voire des années, que l'**UFAP UNSa Justice** dénonce l'état du QSL et les conditions de travail dégradées des personnels. Nous avons proposé, il y a près d'un an, le transfert du QSL sur la Division 4 alors inoccupée. Ce choix n'a pas été retenu. Aujourd'hui, nous en payons les conséquences.

Le QSL de Rouen accueille également des personnes détenues qui refusent les QSL de Val-de-Reuil et du CP du Havre, jugés trop excentrés des centres-villes. Beaucoup privilégient Rouen, situé en centre-ville, où les chambres sont ouvertes, contrairement aux deux autres structures fonctionnant avec des portes fermées. Cette attractivité supplémentaire contribue à la surpopulation d'une structure déjà inadaptée.

Dans la nuit du 20 au 21 juin 2026, une violente bagarre a éclaté entre deux personnes détenues. Un collègue a été blessé lors de l'intervention et le gradé de nuit a reçu un crachat au visage. Comme cela ne suffisait pas, l'un d'eux a proféré des menaces de mort et des menaces de viol visant la fille d'un agent. Pour conclure le tout, un détenu a été contrôlé positif à l'éthylotest lors de sa réintégration.

L'UFAP UNSa Justice EXIGE :

- Un éthylotest systématique à chaque retour de CSL.
- Une fouille intégrale systématique jusqu'à nouvel ordre.
- Des travaux urgents de sécurisation du QSL.
- La fermeture temporaire du QSL durant les travaux.
- À défaut, une modification immédiate de l'organigramme de la Maison d'arrêt de Rouen limitant le QSL à 10 personnes détenues maximum, ou le transfert temporaire des personnes détenues vers la Division 4, comme l'**UFAP UNSa Justice** l'avait déjà proposé il y a près d'un an.

L'**UFAP UNSa Justice** demande le transfert des personnes détenues placées sous le régime de la semi-liberté vers les CSL du CD de Val-de-Reuil ou du CP du Havre, afin d'alléger durablement la charge du QSL de Rouen.

Le QSL n'est plus adapté au nombre de détenus ni au profil des personnes qui y sont affectées.

Combien de collègues devront encore être blessés, insultés, menacés ou recevoir des crachats au visage avant qu'une décision soit enfin prise ?

LA SÉCURITÉ DES PERSONNELS NE SE NÉGOCIE PAS !

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** de la maison d'arrêt de Rouen

